

Reconstruire l'unité de la gauche



Au lendemain de la défaite aux élections départementales, chacun a pu analyser les causes et les conséquences de la déroute. Un mot qui est revenu souvent est celui de « *division* ». Pourtant, il n'y a pas dix visions de gauche si irréconciliables entre elles qui justifient cette concurrence complètement faussée entre ce qui serait une gauche de gouvernement, réformiste, mettant les mains dans le cambouis et une gauche « *radicale* » ou « *de gauche* » qui détiendrait une A.O.C. et qui serait 100 % pure. Cette division factice est d'autant plus inopérante que la gauche est minoritaire dans les têtes, même s'il existe assurément un peuple de gauche. Bien sûr qu'il s'agit de reconquérir une hégémonie culturelle et intellectuelle qui a quelques restes car encore aujourd'hui, alors que les idées réactionnaires se portent bien, rare sont les intellectuels qui affirment qu'ils sont de droite.

L'unité se construit autour de confrontations et de projets. Il y a 80 ans, l'opposition entre communistes et socialistes facilitait la montée du fascisme et pour le combattre, le Front populaire avait été une belle idée, mais éphémère. L'union des gauches s'était faite pour reconquérir le pouvoir dans l'après 1968.

Lors des départementales, la droite a fait bloc quand l'union de la gauche a fait flop, face à un FN qui s'est installé. Les uns dénonçaient « *l'UMPS* », les autres « *le FNPS* », mais à la base c'est bien une convergence entre les droites qui s'est faite dans les urnes.

Une gauche unie pouvait pourtant beaucoup contre la droite et l'extrême droite...

Reconstruire l'unité de la gauche c'est apporter à notre pays la cohésion dont il a besoin. Pas uniquement sur le plan économique. Pour y arriver, il faut se débarrasser de nos préjugés afin de réussir le renouveau de la gauche.

Nos amis écologistes ont répondu. Puis le Front démocrate, en attendant le Front de gauche. Ce processus inclusif sert toute la gauche.

Mais s'il est facile aux Etats-majors de se parler, il faut arriver à « *déradicaliser* » à la base. Oui, il faut redonner son sens et sa force au vieux slogan « *Tous ensemble* ».

L'union fait la force

Alors que le glas du second tour a sonné pour la gauche, le premier secrétaire du Parti socialiste ne perd pas espoir pour autant. Jean-Christophe Cambadélis a rappelé au siège du parti, dimanche soir, l'importance de « rassembler » contre la menace bleue Marine.

Car si ce n'est pas « une débâcle », il n'en reste pas moins que l'implantation du parti a largement reculé tandis que celle du Front National avance. En cause ? La division de

la gauche. « Dans le tripartisme, il faut que l'union soit au rendez-vous », déclare Jean-Christophe Cambadélis qui appelle « les formations de gauche au dialogue, à la mise à plat des divergences, à la construction d'une alliance de gauche et des écologistes pour les prochaines élections. Le rassemblement est essentiel : nous y travaillerons sans relâche ».

ANTICIPER LES RÉGIONALES

« Rassembler », le mot d'ordre est lancé et constitue le défi principal du Parti socialiste en vue des élections

régionales. Plus que sur le fond, le premier secrétaire entend travailler sur la forme car pour Jean-Christophe Cambadélis, « il ne s'agit pas de changer de cap », mais de réaffirmer les objectifs de la gauche pour les mois à venir, soit : « l'investissement », « l'environnement » et « l'égalité ». Le rendez-vous a déjà été pris avec Europe-Ecologie-les-Verts, reste à voir si les autres partis de gauche seront séduits par l'appel. Le Front de gauche a, quant à lui, rejeté l'invitation.

Surmonter la défaite, continuer le redressement du pays

Alors que le second tour des élections départementales a marqué la large victoire de l'UMP, la défaite du PS et la percée du FN qui

n'a pourtant remporté aucun département, voici quelques réactions au soir des élections. Et c'est Manuel Valls qui lance le débat.

MANUEL VALLS

Un « bouleversement durable de notre paysage politique »



« Ce soir, la droite républicaine remporte les élections départementales, c'est incontestable », a déclaré dimanche le Premier ministre. Pour Manuel Valls, la déroute est à mettre sur le compte de nombreuses scissions au sein de la gauche. « La gauche, trop dispersée, trop divisée au premier tour, connaît un net recul malgré les bons bilans des exécutifs départementaux », a reconnu le chef du gouvernement. Face à ce « bouleversement durable de notre paysage politique » chacun « devra tirer les leçons », a-t-il ajouté. La menace que constitue le Front national avec des « scores très élevés, beaucoup trop élevés pour l'extrême droite » est « un défi pour tous les républicains. »

NAJAT VALLAUD-BELKACEM

« Les Français ont voulu nous faire passer un message »



« Il faut évidemment nous rassembler et nous unir », a réagi dimanche soir la ministre de l'Éducation nationale. Najat Vallaud-Belkacem a insisté sur les causes de cette déroute : « On a terriblement pâti de nos désunions au premier tour » estimant que la gauche aurait « pu faire de bien meilleurs résultats ». Néanmoins, elle reste positive : « Nous avons résisté, avec ces départements que nous avons su garder ». L'enjeu est désormais de passer la vitesse supérieure : « les Français ont voulu nous faire passer un message que je comprends [...] : ils sont insatisfaits des résultats qui ne viennent pas assez rapidement. »

STÉPHANE LE FOLL

Les résultats montrent « une résistance de la gauche et du Parti socialiste »



Dès l'annonce des résultats du second tour des élections départementales, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, ne niait pas la défaite, mais restait néanmoins confiant : « Ces résultats ne sont pas bons, mais ils sont au-delà de ce que nous pouvions anticiper et ils montrent une claire résistance de la gauche et du Parti socialiste dans son ensemble ». Le défi à présent ? Faire front commun face à l'extrême droite et surtout ne pas changer de cap : « Ce n'est pas au moment où l'économie commence à retrouver de la vigueur qu'il faut commencer à indiquer des changements, il faut au contraire avoir une ligne et la tenir. »

CORINNE NARASSIGUIN

« Nous avons eu raison de nous obstiner »



Changer de cap ? Certainement pas, estime la porte-parole du Parti socialiste : « Ce n'est pas le moment, alors qu'on commence à avoir des résultats et que les entreprises reprennent confiance ». Les résultats de ce second tour montrent, selon Corinne Narassiguin, que « nous avons eu raison de nous obstiner ». La porte-parole du Parti socialiste se veut ferme : « La question du cap économique et de la politique pro-entreprise est devenue non négociable, même si on peut discuter d'aménagements limités en matière d'accompagnement social et dans le champ écologique. »

Regards croisés sur la Tunisie avec Sandrine Mazetier et Philip Cordery



Une semaine après l'attentat contre le musée du Bardo à Tunis, le Forum Social Mondial (FSM) ouvrait ses portes. Venus du monde entier ONG, parlementaires, syndicats de salariés et forces politiques se sont déplacés au nom de la démocratie. Le Parti socialiste y était.

Pourquoi avoir choisi d'aller à Tunis ?

Philip Cordery : L'organisation d'un forum rassemblant tous les partis socio-démocrates des pays de la Méditerranée est l'une des raisons de notre visite. Le Parti socialiste soutient depuis le début cette initiative essentielle. L'objectif est de pouvoir se retrouver pour construire un réseau de démocrates proches de nous, proches de nos valeurs. En Tunisie, la transition démocratique a fonctionné grâce aux forces démocratiques et pour qu'elle s'étende à l'ensemble du monde arabe il faut construire quelque chose de fort et durable.

Les partis tunisiens de gauche ont tous subi un revers au moment des élections législatives car ils étaient divisés. Mais ils ont pris conscience que cette division avait été néfaste, ils ont pris conscience de la nécessité de s'unir, d'unir leurs forces. La place existe pour un parti de gauche démocratique qui puisse mener le pays vers la transition démocratique et sociale. Aujourd'hui, la Tunisie est sur la bonne voie et c'est en partie grâce à Mustapha Ben Jaafar qui s'est battu pour la Constitution. Nous y sommes donc allés pour les soutenir dans cette démarche et pour leur dire que nous sommes prêts à une coopération. C'est très important d'arriver à construire une politique commune entre les deux rives de la Méditerranée.

En quoi la présence du Parti socialiste au FSM était-elle fondamentale ?

Sandrine Mazetier : C'est important que le Parti socialiste participe au Forum so-

cial mondial car les socialistes pensent la mondialisation, la capacité à imposer un nouveau modèle de développement, de dialogue, de préservation de la planète et il est normal que nous soyons en dialogue avec toutes les ONG, les syndicats de salariés, les organisations présentes au FSM. Le Forum social mondial, c'est une multitude de débats, d'ateliers, de réunions, il est donc difficile d'avoir une vision d'ensemble. Le fait que le FSM se tienne moins d'une semaine après l'attentat du Bardo, à Tunis, rendait cette année, tout particulièrement, la présence des socialistes au FSM encore plus indispensable.

Qu'as-tu retenu de l'atelier auquel tu as participé ?

SM : J'ai participé à un atelier sur la justice fiscale et le développement, c'est-à-dire sur le lien existant entre justice fiscale et capacité à agir en co-développement. Lutter contre la fraude et contre le pillage des Etats passe par des initiatives de grands ensembles, mais ça doit aussi passer par les législations nationales. C'était intéressant d'avoir un débat entre ONG, parlementaires et formations politiques sur les bons outils et les bonnes revendications pour établir la justice fiscale qui permettrait de mieux financer le développement. Nous sommes parvenus à un consensus : il est nécessaire de construire un rapport de force avec les multinationales bien que les outils ne soient pas les mêmes d'un continent à l'autre. Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous et cela passe avant tout par la transparence. Il existe des moyens de mettre à jour ce que font les multinationales, de comprendre où va le capital et où est-ce qu'il s'investit.

Quels sont les défis principaux de la Tunisie de demain ?

PC : « La Tunisie a une population extrêmement jeune et nombre d'entre eux portent des projets d'avenir ; nous les avons rencontrés. Les jeunes ont provoqué la révolution dans le pays, mais

ensuite sont rentrés chez eux car ils ne se sont pas sentis représentés par les politiques. Or, c'est l'enjeu essentiel aujourd'hui : faire en sorte que les jeunes se retrouvent dans la classe politique. Il y a eu la révolution qui a permis l'avènement de la démocratie en Tunisie, désormais il ne manque plus que le progrès social. Les jeunes ont besoin d'un espoir, d'un travail, d'un futur. C'est l'enjeu clé des prochaines années dans le pays et ce sera la réponse au terrorisme car le terreau des terroristes, c'est bien la misère sociale.

Que retiens-tu de l'hommage aux victimes de l'attentat ?

SM : Naturellement étant présents à Tunis une semaine après l'attaque, il nous a semblé naturel d'aller au musée du Bardo, de déposer une gerbe en hommage aux victimes et d'exprimer notre solidarité avec le peuple tunisien. Ce n'est pas un hasard si cette démocratie toute récente et fragile a été frappée au musée du Bardo, juste à côté du Parlement. Les barbares ont choisi ce lieu tragiquement symbolique. Nous avons eu l'occasion de suivre le parcours atroce des tueurs, c'était très impressionnant ce contraste entre les traces de la barbarie et l'expression d'extraordinaire beauté de la statuaire, des mosaïques de Carthage qui racontent beaucoup de ce qu'a été, de ce qu'est aujourd'hui la Tunisie.



MODE D'EMPLOI DU CONGRÈS



ENREGISTREMENT DES MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION



11 AVRIL 2015

Conseil national de synthèse pour l'enregistrement des motions nationales d'orientation



LES ADHÉRENTS VOTENT EN SECTION !



21 MAI 2015

Vote sur les motions



28 MAI 2015

Vote pour le-la Premier-e secrétaire national



Congrès
de
Poitiers

5, 6 ET 7 JUIN 2015



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE

- ☐ Je souhaite prendre contact avec les socialistes
 - ☐ Je désire adhérer au Parti socialiste
 - ☐ Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS
(chèque à l'ordre de AFPS)
- Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr – parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville

